

Point de Presse du Conseil d'Etat

5 décembre 2012

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat
M. David Hiler, vice-président
M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat
M. François Longchamp, conseiller d'Etat
Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat
M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat
Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Félicitations adressées à MM. Ueli Maurer et Didier Burkhalter à l'occasion de leur élection à la présidence, respectivement la vice-présidence de la Confédération	4
Visite confédérale du gouvernement tessinois	4
Demande de garantie fédérale pour la nouvelle constitution genevoise	5
Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale	5
Genève approuve globalement la modification de l'ordonnance sur les forêts	6
Genève	7
Changement de présidence et de vice-présidence du Conseil d'Etat	7
Election du Grand Conseil et du Conseil d'Etat : dates fixées.....	8
Avenir du site de Merck Serono	8
Plan financier quadriennal 2013-2016 de l'Etat de Genève : vers le retour à l'équilibre grâce aux mesures adoptées.....	8
Application temporaire des « douzièmes provisoires »	10
Perception des impôts : nouveaux taux d'intérêts	10
Accélération des procédures d'autorisations de construire : nouvelle étape.....	11
Création de logements et d'activités à Soral.....	12
Chemin de la Chevillarde: annulation d'une délibération du Conseil municipal de Chêne-Bougeries	12
Télétravail à l'Etat : premier bilan et modifications du règlement	13
Récupération facilitée des animaux en fourrière.....	14
Aides financières à plusieurs organismes actifs dans le domaine du social	14
Aides financières à divers organismes actifs dans le domaine de la santé.....	15
Regroupement des deux arrondissements électoraux de Collonge-Bellerive.....	16
Changements de conseillère et conseillers municipaux	16
Entrée en vigueur de lois	17
Agenda des invitations à la presse	21

Genève-Confédération

Félicitations adressées à MM. Ueli Maurer et Didier Burkhalter à l'occasion de leur élection à la présidence, respectivement à la vice-présidence de la Confédération

Le Conseil d'Etat a transmis ses chaleureuses félicitations à M. Ueli Maurer à l'occasion de son élection à la présidence de la Confédération, ce jour.

Alors que la Suisse est confrontée à des enjeux et des défis toujours plus complexes, le gouvernement genevois entend apporter à M. Maurer son soutien dans l'accomplissement de son mandat et formule le souhait que les bonnes relations qui caractérisent les liens entre la Confédération et les autorités genevoises puissent encore être renforcées sous sa présidence.

Le Conseil d'Etat a également adressé ses félicitations à M. Didier Burkhalter à l'occasion de son accession à la vice-présidence du Conseil fédéral et lui exprime sa gratitude pour le soutien apporté aux cantons romands.

Visite confédérale du gouvernement tessinois

Le Conseil d'Etat recevra son homologue tessinois les 9 et 10 décembre, dans le cadre d'une visite confédérale. Cette rencontre permettra de renforcer les liens entre les deux gouvernements et d'échanger sur différents sujets d'actualité.

A cette occasion, le gouvernement tessinois pourra notamment découvrir les animations organisées en Vieille Ville à l'occasion de la fête de l'Escalade et assister au traditionnel cortège en compagnie des membres du Conseil d'Etat genevois et de la communauté internationale.

La dernière rencontre entre les deux gouvernements dans un tel cadre remonte à 2010, lorsque le Conseil d'Etat genevois avait été reçu à Losone (TI). Quant à la dernière visite du gouvernement tessinois à Genève, elle date de 1994.

Demande de garantie fédérale pour la nouvelle constitution genevoise

Le Conseil d'Etat a écrit au Conseil fédéral pour lui demander d'octroyer la garantie fédérale à la nouvelle constitution genevoise.

Comme lors de toute modification d'une disposition d'une constitution cantonale, les services de l'administration fédérale examinent les nouvelles règles, puis le Conseil fédéral transmet un message à l'Assemblée fédérale, qui statue sur l'octroi de cette garantie. La nouvelle constitution cantonale a été approuvée en votation populaire le 14 octobre 2012.

*Pour toute information complémentaire: Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Extension du pouvoir d'examen aux recours en matière pénale

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de justice et police portant sur une modification de la loi sur le Tribunal fédéral (LTF). Il s'agit d'étendre le pouvoir d'examen aux recours en matière pénale.

Le Conseil fédéral propose de corriger une disparité et d'inscrire dans la LTF une nouvelle disposition qui ferait du Tribunal fédéral une juridiction d'appel, dotée d'un plein pouvoir d'examen, contre les arrêts du Tribunal pénal fédéral.

La cour des affaires pénales du Tribunal fédéral statue en effet sur les affaires pénales relevant de la juridiction fédérale. Ses arrêts peuvent faire l'objet d'un recours devant le Tribunal fédéral. Selon la LTF, celui-ci ne peut toutefois pas rectifier les constatations du Tribunal pénal fédéral que si les faits ont été établis de façon manifestement inexacte ou en violation du droit. Il n'a donc pas plein pouvoir d'examen.

La procédure pénale est différente au niveau cantonal. Les jugements cantonaux de première instance peuvent en principe faire l'objet d'un appel, et être examinés en droit et en fait, soit avec plein pouvoir d'examen.

Dans sa réponse à la consultation fédérale, le Conseil d'Etat salue l'idée de combler une lacune dans la protection du justiciable, tout en relevant que le Tribunal fédéral a pour mission de veiller à l'application uniforme du droit au niveau suisse et non de se plonger dans l'examen des faits. Le Conseil d'Etat considère que doter le Tribunal pénal fédéral d'une cour d'appel chapeautant les cours des affaires pénales et compétent pour revoir le droit et les faits serait une alternative à privilégier.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DS,
☎ 022.327 92 09.*

Genève approuve globalement la modification de l'ordonnance sur les forêts

Le Conseil d'Etat a répondu à une procédure d'audition lancée par le Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC), relative à la modification de l'ordonnance sur les forêts et concernant la flexibilisation de la politique forestière en matière de surface.

De manière générale, le gouvernement genevois approuve les modifications proposées, mais souhaite que les possibilités d'assouplissement en matière de compensation soient nuancées, considérant qu'elles ne tiennent pas assez compte des particularités des régions de plaines urbaines et risquent ainsi de conduire à une diminution de l'aire forestière du canton.

Saluant la volonté de mieux préserver les terres agricoles et en particulier les terres d'assolement, le Conseil d'Etat propose au DETEC une nouvelle formulation des dispositions d'application afin de renforcer la coordination avec les instruments de planification territoriale, de manière à ce que les compensations des défrichements n'entrent pas en conflit avec les enjeux agricoles mais puissent servir à la reconstitution des connectivités biologiques et à l'amélioration de la qualité naturelle des espaces publics.

Pour toute information complémentaire : M. Patrik Fouvry, inspecteur cantonal des forêts, direction générale de la nature et du paysage, DIME, ☎ 022 388 55 01.

Changement de présidence et de vice-présidence du Conseil d'Etat



M. **Charles Beer** (ci-contre), conseiller d'Etat chargé du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (DIP), succède ce jour à M. Pierre-François Unger en qualité de président du Conseil d'Etat. Son nouveau mandat s'étend jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau Conseil d'Etat, dont le premier tour de l'élection aura lieu le 6 octobre 2013 (voir point suivant).

M. **David Hiler**, conseiller d'Etat chargé du département des finances (DF), assurera la vice-présidence du Conseil d'Etat durant cette même période.



A compter de ce jour, M. Charles Beer présidera les séances hebdomadaires du gouvernement. Avec le soutien de la chancellerie d'Etat, il planifiera et coordonnera les travaux du Conseil d'Etat. En sa qualité de président, il représentera le Conseil d'Etat dans le canton et à l'extérieur.

L'ordre protocolaire du Conseil d'Etat pour la période allant du 5 décembre 2012 à l'entrée en fonction du prochain gouvernement est le suivant :

- M. Charles Beer, président
- M. David Hiler, vice-président
- M. Pierre-François Unger, doyen du Conseil d'Etat
- M. François Longchamp, conseiller d'Etat
- Mme Isabel Rochat, conseillère d'Etat
- Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat
- M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat
- Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Il s'agit de la dernière fois à Genève que la présidence du Conseil d'Etat est attribuée à un conseiller d'Etat à tour de rôle pour une seule année. En effet, lors du renouvellement du Conseil d'Etat fin 2013, la présidence sera occupée par un-e conseiller/ère d'Etat pour toute la durée de la législature, conformément à la [nouvelle constitution de la République et canton de Genève approuvée en votation populaire le 14 octobre dernier](#).

*Pour tout complément d'information : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Election du Grand Conseil et du Conseil d'Etat : dates fixées

Le Conseil d'Etat a fixé la date de l'élection du Grand Conseil et du premier tour de celle du Conseil d'Etat au dimanche 6 octobre 2013 et celle du deuxième tour de l'élection du Conseil d'Etat au dimanche 10 novembre 2013.

Le dépôt des listes de candidatures devra être effectué le lundi 1^{er} juillet 2013 avant midi tant pour l'élection du Grand Conseil que pour celle du Conseil d'Etat du 6 octobre 2013. Le dépôt des listes pour le second tour de l'élection du Conseil d'Etat est fixé au lundi 14 octobre 2013 avant midi.

Pour rappel, le Conseil d'Etat avait adopté, lors de sa précédente [séance](#), deux projets de loi relatifs à la mise en œuvre de la nouvelle constitution en matière de droits politiques.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Avenir du site de Merck Serono

Depuis l'annonce de la fermeture de Merck Serono à la fin du mois d'avril dernier, le Conseil d'Etat s'engage fortement à préserver le maximum d'emplois et à faciliter le maintien, voire le développement, de compétences régionales dans le domaine des sciences de la vie. A cette fin, des contacts étroits ont été établis avec l'ensemble des milieux compétents : promotion économique, incubateurs, réseau académiques et économiques concernés par les biotechs.

Parallèlement au projet de Geneva Biotech Center, initié par certains collaborateurs de Merck Serono, des contacts ont eu lieu dès le début du mois de mai avec des investisseurs potentiels et des milieux académiques (UNIGE et EPFL) pour la création d'un centre de recherche biomédicale d'envergure mondiale.

Sur le plan immobilier, ce projet doit s'inscrire dans la législation en vigueur.

Pour toute information complémentaire : M. Pierre-François Unger, conseiller d'Etat chargé du département des affaires régionales, de l'économie et de la santé et président de la Task Force (en contactant Mme Emmanuelle Lo Verso, secrétaire adjointe, DARES, ☎ 079 955 44 29).

Plan financier quadriennal 2013-2016 de l'Etat de Genève : vers le retour à l'équilibre grâce aux mesures adoptées

Le Conseil d'Etat a adopté son rapport au Grand Conseil relatif au plan financier quadriennal 2013-2016 (PFQ) de l'Etat de Genève. Le scénario de base de ce PFQ présente un retour à l'équilibre en 2016. Cette trajectoire positive dans un contexte économique difficile est rendue possible grâce aux mesures conséquentes prises par le Conseil d'Etat et le Grand Conseil.

Au total, les diverses mesures adoptées pour 2012 et 2013 génèrent une amélioration récurrente du résultat net de l'Etat de 262 millions, dont 177 millions d'économies et 85 millions de revenus.

Le PFQ 2013-2016 en bref

PFQ 2012-2016	B 2012	PB 2013-bis	PF 2014	PF 2015	PF 2016
Charges	7971	8132	8243	8390	8536
Revenus	7621	7941	8123	8333	8541
Résultat	-349	-191	-120	-57	5

Sur la base du scénario de ce PFQ, un retour à l'équilibre est envisageable dans les comptes 2014, compte tenu de l'incertitude des projections fiscales à moyen terme. De même, il n'est pas invraisemblable de penser que le budget 2015 puisse être ramené à l'équilibre.

Mesures concernant les dépenses et les revenus

La précédente planification ([PFQ 2012-2015 de novembre 2011](#)) prévoyait un retour à l'équilibre en 2014 au moyen d'une série de mesures du Conseil d'Etat affectant les charges et les revenus.

Les mesures dites « conditionnelles », parmi lesquelles figurait une augmentation des centimes additionnels d'impôt, ont été abandonnées par le Conseil d'Etat compte tenu du fait qu'il n'est pas question pour l'heure d'un scénario économique « catastrophe ». L'abandon de ces mesures représente 188 millions à partir de 2015, ce qui explique dans une large mesure le décalage du retour à l'équilibre intervenu depuis le précédent PFQ.

Les mesures dites « non conditionnelles » qui devaient concerner les revenus fiscaux (suppressions de niches, mises en conformité avec le droit fédéral, réévaluation des immeubles) ont été rejetées par le Grand Conseil. Ces mesures auraient dû accroître les revenus de 84 millions dès 2013. En compensation, le Conseil d'Etat a proposé une mesure complémentaire relative aux intérêts liés à la perception des impôts. Cette mesure, acceptée par le Grand Conseil, améliore le résultat net à hauteur de 82 millions (augmentation de revenus et diminution de charges).

Quant aux mesures non conditionnelles de réduction des dépenses, elles ont été mises en œuvre et complétées par de nouvelles économies décidées par le Conseil d'Etat à hauteur de 28 millions nets.

Marge de manœuvre restreinte

La trajectoire que dessine le PFQ, malgré l'abandon des mesures conditionnelles et le refus des mesures non conditionnelles sur les revenus, traduit la détermination du Conseil d'Etat à revenir à l'équilibre.

La marge de manœuvre des autorités demeure toutefois très limitée. Au vu des perspectives de croissance économique, l'augmentation des revenus demeurera modérée. A l'inverse, les dépenses contraintes (diverses aides sociales et péréquation intercantonale) et mécaniques (amortissements, provisions, rétrocessions) vont inéluctablement augmenter.

Cet « effet de ciseau » des charges contraintes et de la croissance modérée des revenus restreint les ressources disponibles. Le montant pouvant être affecté à des domaines prioritaires en fonction de choix politiques atteint ainsi 168 millions de francs sur la période 2013-2016, soit seulement 42 millions par année.

La maîtrise des dépenses demeure une priorité du Conseil d'Etat. Les charges progressent en moyenne de 1,7% sur la période du PFQ. Le Conseil d'Etat a pris des mesures d'économies supplémentaires par rapport à celles qui figuraient déjà au précédent PFQ 2012-2015. Ces économies permettront de financer de nouvelles dépenses prioritaires dans les domaines de la sécurité, de la formation, de la mobilité et de la justice, auxquelles il aurait sinon fallu renoncer.

Evolution de la dette

Le niveau de la dette progressera légèrement en raison de l'insuffisance d'autofinancement des investissements par l'exploitation, ceci malgré la diminution planifiée des investissements (moyenne annuelle de 570 millions d'investissements nets de 2013 à 2016). La dette devrait progressivement monter jusqu'à quelque 12,8 milliards en 2016, soit à peu près son niveau de 2005.

Malgré cette progression, les intérêts de la dette resteront contenus grâce au niveau favorable des taux et à la stratégie prudente de gestion de la dette. Ils devraient se situer autour de 260 millions de francs en 2016.

Rapport sur le PFQ 2013-2016 et présentation en images : <http://ge.ch/finances/plan-financier-2013-2016>.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Application temporaire des « douzièmes provisoires »

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi l'autorisant à pourvoir aux charges du budget de fonctionnement et aux dépenses du budget d'investissement durant les six premiers mois de l'année 2013 selon le système dit des « douzièmes provisoires ». Ce système pourra ainsi être appliqué jusqu'à l'adoption du budget 2013 de l'Etat. Les institutions subventionnées dont les subventions servent principalement à financer les salaires et qui appliquent les mécanismes salariaux de la fonction publique sont incluses dans l'application des douzièmes.

Les dépenses de fonctionnement pourront être effectuées *pro rata temporis* dans les limites fixées par le budget 2012. Il est également tenu compte des crédits supplémentaires autorisés par la commission des finances du Grand Conseil et des augmentations de charges découlant d'obligations légales envers des tiers. S'agissant des investissements, les dépenses pourront être effectuées dans les limites des crédits en vigueur à concurrence des montants inscrits au projet de budget 2013.

Pour mémoire, le projet de budget 2013 déposé le 20 septembre dernier par le Conseil d'Etat a été rejeté par le Grand Conseil sans examen en commission parlementaire. Le Conseil d'Etat a déposé, le 21 novembre, un nouveau projet de budget présentant une amélioration de 87 millions du déficit de fonctionnement projeté. L'examen de ce nouveau projet suit actuellement son cours au sein de la commission des finances.

Compte tenu du calendrier des travaux parlementaires, le budget 2013 ne pourra pas être adopté avant la fin de l'année. En vertu des dispositions légales, la loi instituant les douzièmes doit être votée avant la fin de l'année.

Lors de la [présentation de son nouveau projet de budget](#), le 21 novembre dernier, le Conseil d'Etat avait souligné la nécessité pour le bien commun de pouvoir disposer rapidement d'un budget pour l'année prochaine. Il avait énuméré les graves conséquences qu'engendrerait une poursuite durable de l'action publique sous le régime des douzièmes. Celle-ci entraverait la mise en œuvre de plusieurs politiques publiques et toucherait en premier lieu des domaines prioritaires tels que la formation, la justice, la sécurité et la mobilité.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Perception des impôts : nouveaux taux d'intérêts

Le Conseil d'Etat a fixé par voie réglementaire le taux de l'escompte ainsi que les taux applicables aux différents intérêts prévus par la [loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales \(LPGIP\)](#). Pour l'année 2013, le taux de l'escompte est fixé à 0,5% (1,25% en 2012). Le taux de l'intérêt en faveur de l'Etat est fixé à 3% et celui en faveur du contribuable à 0,5% (taux unique de 2% en 2012).

Cette décision fait suite à l'adoption par le Grand Conseil, le 12 octobre dernier, d'une modification de la LPGIP proposée par le Conseil d'Etat, qui introduit des taux différents pour les intérêts en faveur du

contribuable et les intérêts en faveur de l'Etat. Genève s'aligne ainsi sur la plupart des autres cantons romands, qui pratiquent de tels taux différenciés.

Comme il l'avait déjà exposé en déposant son projet de loi, le Conseil d'Etat souligne que cette modification se justifie pour inciter les contribuables à payer leurs dettes fiscales en priorité par rapport aux autres dettes, dont les taux d'intérêts demeurent toujours plus élevés, et parce que l'ancien système occasionnait à l'Etat un manque à gagner important, au demeurant peu propice au retour à l'équilibre des finances publiques mises à mal par la conjoncture et par des facteurs structurels.

Pour rappel, l'escompte est un rabais accordé aux contribuables qui paient la totalité de leurs acomptes avant l'échéance du premier d'entre eux, en l'occurrence avant le 11 février 2013. Il répond à la demande d'un nombre important de contribuables, tout en favorisant la rentrée d'argent dans les caisses publiques à une période creuse de l'année.

L'intérêt en faveur du contribuable est dû sur chaque versement effectué avant le délai ou sur les montants payés en trop, tandis que l'intérêt en faveur de l'Etat est perçu sur chaque acompte impayé en totalité ou partiellement, ou versé tardivement. Ces intérêts seront facturés en 2014, lorsque les contribuables recevront le montant de l'impôt à payer pour l'année 2013. Ces informations seront à nouveau jointes à l'envoi des acomptes pour l'impôt 2013, au début de l'an prochain.

Pour toute information complémentaire : M. Roland Godel, secrétaire général adjoint, DF, ☎ 022 327 98 07.

Accélération des procédures d'autorisations de construire : nouvelle étape

L'Etat poursuit ses travaux de simplification et d'accélération des procédures administratives en matière d'autorisations de construire. Le Conseil d'Etat, convaincu de la nécessité d'une révision complète des processus de délivrance, vient de créer à cet effet un groupe de travail interdépartemental placé sous la responsabilité de la direction des autorisations de construire, dépendant du département de l'urbanisme (DU).

Le premier objectif consiste à établir une nouvelle procédure d'autorisations de construire par procédure accélérée (APA), permettant le traitement de ces requêtes en trente jours ouvrables. En effet, les requêtes APA sont en règle générale peu complexes et ne prévoient pas de mise à l'enquête publique. Elles portent néanmoins sur un gros volume, soit environ 1800 dossiers par année, représentant près de 60% des demandes en autorisation de construire. Il s'agira également d'offrir une prestation APA en ligne, dans le cadre de l'évolution de l'application développée par le programme administration en ligne (AeL) de l'Etat.

S'agissant des requêtes ordinaires (demande définitive en autorisation de construire), à savoir des dossiers d'envergure et plus complexes, la nouvelle procédure devra être axée sur la qualité de traitement des dossiers et du service aux mandataires. Des méthodes de travail devront notamment être définies afin de mieux coordonner les interactions des différents services et de simplifier les arbitrages liés aux différentes politiques publiques applicables (patrimoine, énergie, logement, mobilité, nature et paysage, etc.).

Les propositions concernant les APA devront être remises au Conseil d'Etat pour la fin du premier semestre 2013 et celles relatives aux requêtes ordinaires pour la fin de l'année 2013.

Pour toute information complémentaire : Mme Saskia Dufresne, directrice des autorisations de construire, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 60 74.

Création de logements et d'activités à Soral

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) portant sur des terrains situés sur le territoire de la commune de Soral, à l'angle de la route de Soral et de la route des Lolliets, qui remplace et abroge pour partie le PLQ adopté par le Conseil d'Etat le 11 juin 2003. Ce projet propose la création de quatre petits bâtiments constitués d'un étage sur rez-de-chaussée et de combles habitables. Ces bâtiments devront être affectés principalement à des logements.



Ces constructions viennent compléter les quatre villas jumelles déjà réalisées dans le cadre de l'ancien PLQ en vigueur sur cette zone.

D'une superficie totale de 6154 m², le périmètre comporte quatre parcelles, dont une parcelle communale. Elles sont situées en zone de développement 4B protégée et en zone 4B protégée (zone rurale applicable aux villages et aux hameaux).

Le rez-de-chaussée du bâtiment B, situé sur la parcelle communale, sera affecté à des activités ou à des commerces (70 m²). Le projet prévoit au total quarante-neuf places de stationnement, dont quarante-cinq places destinées aux habitants et quatre aux visiteurs, pour partie situées dans un parking souterrain accessible par la route des Lolliets. L'implantation des constructions projetées permet la conservation d'espaces en pleine terre sur une grande partie du périmètre et la création d'un verger d'environ 800 m².

Le Conseil municipal de la commune de Soral a préavisé favorablement ce projet le 21 juin 2012. La procédure d'opposition, ouverte du 28 août au 28 septembre 2012, n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la FAO, le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : www.ge.ch/amenagement/plansadoptes.

L'étape du PLQ sert à définir le projet d'urbanisation et les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions sans fixer tous les détails qui seront décidés dans les phases ultérieures du projet (préavis communaux lors des demandes définitives en autorisation de construire). Une fois le PLQ adopté et entré en vigueur, les différents acteurs concernés devront se conformer aux principes généraux qu'il comporte. Le PLQ définit notamment la disposition, l'affectation, les espaces et équipements publics, le gabarit des constructions qui pourront être autorisées dans cette zone ainsi que les aménagements extérieurs et les questions de mobilité. Il permet aux propriétaires d'engager les démarches en vue de la construction, qui peut s'échelonner sur plusieurs années.

Pour toute information complémentaire : M. Vincent Delabrière, directeur des plans d'affectation et requêtes, office de l'urbanisme, DU, ☎ 022 546 73 80.

Chemin de la Chevillarde: annulation d'une délibération du Conseil municipal de Chêne-Bougeries

Le Conseil d'Etat a annulé la délibération du Conseil municipal de Chêne-Bougeries chargeant le Conseil administratif d'exercer le droit de préemption dans le cadre de la vente de la parcelle n° 491, située au 11, chemin de la Chevillarde.

Lors de sa séance extraordinaire du 28 novembre 2012, le Conseil municipal de la commune de Chêne-Bougeries a adopté par 12 voix contre 11 une délibération munie de la clause d'urgence chargeant le Conseil administratif d'exercer le droit de préemption dans le cadre de la vente de la parcelle n° 491, située au 11, chemin de la Chevillarde, et ouvrant à cet effet un crédit de 19'515'500 francs, correspondant au prix de vente et comprenant les frais d'actes et



le remboursement des frais de 155'500 francs dus à l'acquéreur évincé.

Pour la majorité du Conseil municipal, l'argument en faveur de l'exercice du droit de préemption porte pour l'essentiel sur la possibilité d'avoir un programme comportant moins de logements, soit 130 logements, que celui de l'acquéreur, qui prévoit jusqu'à 250 logements. L'objectif poursuivi par ce programme réduit serait double, selon le Conseil municipal : d'une part mieux préserver les caractéristiques du site et, d'autre part, éviter des dépenses plus importantes pour la commune en raison des infrastructures et prestations à fournir aux futurs habitants.

Au vu de ces motivations, il apparaît que l'exercice du droit de préemption par la commune de Chêne-Bougeries ne repose pas sur un intérêt public prépondérant, le droit de préemption institué par l'article 3 de la [loi générale sur le logement et la protection des locataires](#) étant prévu exclusivement pour permettre la réalisation de logements au sens de la loi.

La volonté de réaliser moins de logements est contraire à l'objectif de la loi. Dans le contexte de crise du logement que connaît le canton, cet usage du droit de préemption est contraire à l'intérêt public et ne répond pas au principe d'une utilisation parcimonieuse du territoire.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat chargé du département de l'urbanisme (en contactant M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint, DU, ☎ 079 215 80 58), et Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat chargée du département de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement, ☎ 022 327 96 01.

Télétravail à l'Etat : premier bilan et modifications du règlement

Sur la base d'un premier rapport d'évaluation du télétravail introduit à l'Etat à la fin 2010, le Conseil d'Etat a décidé de poursuivre l'expérience et d'apporter quelques modifications au règlement qui en détermine le cadre. La durée minimale passe à un jour au lieu d'une demi-journée, le maximum étant de 50% du temps de travail ordinaire. Les prescriptions concernant la confidentialité des données et le respect du secret de fonction sont précisées.

Selon le rapport d'évaluation, les télétravailleurs disent apprécier la réduction des temps de déplacements, la possibilité de travailler dans un environnement propice à la concentration ainsi que les avantages pour la vie de famille. Le principal inconvénient mentionné est la crainte d'être mal jugé par les collègues, ce qui peut pousser au « surinvestissement », par exemple par du travail en soirée.

55 collaborateurs de l'Etat, dont 72% de femmes, ont pratiqué le travail à domicile durant la période évaluée, qui allait de février 2011 à mars 2012. Dans les trois quarts des cas, le télétravail se pratique sur une base régulière. Dans les autres cas, il vise à mener à bien un projet spécifique. Chaque télétravailleur bénéficie d'une convention qui porte sur les missions du travail, les contacts avec la hiérarchie et l'équipement informatique.

Pour toute information complémentaire : M. Grégoire Tavernier, directeur général de l'office du personnel de l'Etat, DF, ☎ 022 546 08 51.

Récupération facilitée des animaux en fourrière

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement de la fourrière cantonale.

Sur demande et sous réserve de l'accord du service de la consommation et des affaires vétérinaires, les détenteurs d'animaux peuvent désormais régler les émoluments de fourrière et les frais vétérinaires au moyen d'une facture au lieu d'un paiement comptant.

Cette modification permet de respecter le bien-être de l'animal en favorisant un retrait rapide de la fourrière.

Pour toute information complémentaire : M. Jérôme Föllmi, vétérinaire cantonal, service de la consommation et des affaires vétérinaires, DARES, ☎ 022 546 56 00.

Aides financières à plusieurs organismes actifs dans le domaine du social

Le Conseil d'Etat a accordé un montant de 49'708 francs pour les années 2013 à 2016 à l'association ELISA-Asile. Cette association offre bénévolement informations, conseils et aide juridique aux personnes en situation de demande d'asile.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public (C05), « Actions en matière d'asile et de migration ».

Le Conseil d'Etat a également accordé un montant annuel de 126'861 francs pour les années 2013 à 2016 à l'association La Main Tendue Genève. Cette association offre une relation d'aide par l'écoute aux personnes en situation de détresse ou de crise. Chaque année, ce sont près de 16'000 appels qui sont pris en charge par leur centrale d'écoute.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public (C03), « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ».

Le Conseil d'Etat a par ailleurs accordé un montant annuel de 173'714 francs pour les années 2013 à 2016 à l'association Carrefour Prison. Cette association offre conseils et aide aux détenus, à leur famille ou à leurs proches. Ce sont ainsi près de 1500 personnes qui sont soutenues chaque année et une centaine d'enfants qui sont accompagnés au parloir afin de maintenir et améliorer la relation parent-enfant.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public (C03), « Mise en œuvre et conduite des mesures d'action sociale ».

En outre, le Conseil d'Etat a accordé un montant annuel de 94'445 francs pour les années 2013 à 2016 à l'association Appartenances-Genève. Cette association offre des prises en charge psychothérapeutiques et des activités de prévention aux personnes migrantes, ainsi que des activités de formation et de recherche pour diffuser une meilleure compréhension des difficultés liées à la migration et aux différences culturelles. Chaque année, ce sont plus de 330 personnes qui sont suivies dans le cadre du centre de soins et près de quarante personnes qui sont accompagnées dans une activité de prévention.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public (C05), « Actions en matière d'asile et de migration ».

Le Conseil d'Etat a aussi accordé un montant annuel de 14'912 francs pour les années 2013 à 2016 à l'Aumônerie genevoise œcuménique auprès des requérants d'asile et des réfugiés (AGORA). Cet organisme offre à ces populations écoute, accompagnement et soutien, mais aussi des formations et des activités leur permettant de trouver un sens à leur quotidien. Ce sont plus de 15'000 personnes qui passent ainsi chaque

année dans les locaux de l'institution ou bénéficient d'une visite dans leurs lieux de résidence (foyers d'hébergement, zone de transit de l'aéroport, centre de Frambois, abris de protection civile).

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme (C05), « Actions en matière d'asile et de migration ».

Le Conseil d'Etat a enfin accordé un montant de 30'421 francs pour l'année 2013 à l'association Pro Senectute. Cette aide financière contribue au fonctionnement de la consultation sociale de l'association, en aidant et soutenant les personnes âgées et leurs proches dans le cadre, notamment, de leurs différentes démarches administratives.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public (D01), « Mise en œuvre et conduite des actions en faveur des personnes âgées ».

Pour toute information complémentaire : M. Jean-Christophe Bretton, directeur général, direction générale de l'action sociale, DSE ☎ 022 546 51 67.

Le Conseil d'Etat a par ailleurs accordé un montant de 34'037 francs par année pour la période de 2013 à 2016 à Compagna Genève. Cette association œuvre dans le domaine de l'accueil et de l'accompagnement des voyageurs, y compris des personnes handicapées, malvoyantes ou âgées, en gare de Cornavin. Elle procède également au placement de jeunes filles au pair et aide des femmes en difficulté financière par le Fonds Henry-Dunant.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public (C02), « Soutien à la famille ».

Enfin, le Conseil d'Etat a accordé un montant de 39'766 francs par année pour la période de 2013 à 2016 à l'Association suisse des assurés (ASSUAS). Cette association conseille, informe et œuvre à la défense des intérêts des assurés dans le domaine des assurances sociales.

Cette aide financière s'inscrit dans le cadre du programme public (C01), « Accès à l'assurance-maladie ».

Pour toute information complémentaire : M. Michel Blum, directeur chargé des assurances sociales et du handicap, direction générale de l'action sociale, DSE, ☎ 022 546 51 19.

Aides financières à divers organismes actifs dans le domaine de la santé

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 103'000 francs à la Croix-Rouge genevoise. Cette aide financière est destinée à l'accompagnement à domicile des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'affections apparentées en proposant une présence sécurisante de deux à huit heures par semaine.

Cette prestation est mise en œuvre par la Croix-Rouge genevoise, l'Association Alzheimer Genève et Pro Senectute Genève.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 9500 francs à l'Association Palliative Genève (anciennement connue sous le nom d'association genevoise de médecine et de soins palliatifs).

Ce soutien permet à Palliative Genève de promouvoir l'information, la formation, l'enseignement et la recherche en médecine et soins palliatifs dans le canton de Genève et sa région et de favoriser les échanges avec d'autres groupes poursuivant les mêmes buts.

Pour toute information complémentaire : M. Thierry Blanc, directeur du service de la planification et du réseau de soins, DARES, ☎ 022 546 50 34.

Enfin, le Conseil d'Etat a accordé une aide de 30'000 francs au Groupement romand d'études des addictions (GREA) pour l'année 2012. Ce financement permet au GREA d'offrir des formations et des outils de réflexion aux professionnels travaillant dans le domaine des addictions et de favoriser les échanges de bonnes pratiques. Cette aide permet également d'éditer et de diffuser le magazine « Dépendances ».

Ce soutien s'inscrit dans le cadre du programme de promotion de la santé et de prévention des maladies non transmissibles.

Pour toute information complémentaire : M. Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 04.

Regroupement des deux arrondissements électoraux de Collonge-Bellerive



Sur proposition de la commune de Collonge-Bellerive, le Conseil d'Etat a fusionné les locaux de vote de Collonge et de Vézenaz en un seul arrondissement électoral, qui devient Collonge-Bellerive.

Le local de vote de ce nouvel arrondissement électoral sera situé à l'école élémentaire de Collonge, route d'Hermance 110. Le changement sera effectif dès le 1^{er} janvier 2013. Les électrices et électeurs de la commune seront informés par courrier de ces nouvelles dispositions. Cette décision fait suite à la diminution constatée de la fréquentation des locaux de vote.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Changements de conseillère et conseillers municipaux

Dans le courant du mois de novembre 2012, le service des votations et élections a effectué trois changements d'élus municipaux dans différentes communes du canton.



A Bernex, M. Blaise Galland, démissionnaire de la liste « Les Verts », a été remplacé par M. **Marco Simona**.



A Vernier, M. Jacques-Eric Richard, démissionnaire de la liste « Les Socialistes », a été remplacé par Mme **Ndiemé Ndiaye**.

Par ailleurs, en l'absence de « viennent-ensuite » sur la liste électorale, une élection complémentaire par dépôt prioritaire conformément à l'article 164 de la [loi sur l'exercice des droits politiques](#) a eu lieu dans la commune de Thônex : M. **Christophe Andrié** est élu sans scrutin sur la liste « MCG - Mouvement Citoyen Genevois » suite à la démission de M. Jean Villette.



Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 00.

Entrée en vigueur de lois

Le Conseil d'Etat a arrêté l'entrée en vigueur des lois suivantes :

Loi	AUTEUR DU PL INITIAL	ENTRÉE EN VIGUEUR
Loi du 11.10.2012 d'application du code civil suisse et d'autres lois fédérales en matière civile (LaCC) (E 1 05) (L10958)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2013.
Loi du 12.10.2012 autorisant le Conseil d'Etat à aliéner les parcelles 3600 et 4618, plan 38, de la commune de Vernier pour un prix de 5'300'000F (L10902)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 accordant une indemnité annuelle monétaire de 350'000F et non monétaire de 539'000F à la Fondation de la Cité Universitaire de Genève pour les années 2012 à 2015 (L10975)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 accordant une indemnité annuelle monétaire de 256'000F et non monétaire de 430'000F à la Fondation de la Cité Universitaire de Genève pour l'extension de la Cité Universitaire pour les années 2012 à 2015 (L10974)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 modifiant la loi sur les Transports publics genevois (LTPG) (H 1 55) (L11001)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 accordant une aide financière annuelle d'un montant total de 860'000F en faveur d'AgriGenève pour les années 2013 à 2016 (L10984)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 accordant une indemnité monétaire et non monétaire annuelle d'un montant total de 10'485'600F en faveur de l'Office de promotion des produits agricoles de	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).

Genève (OPAGE) pour les années 2013 à 2016 (L10993)		
Loi du 12.10.2012 modifiant la loi sur la santé (LS) (K 1 03) (L10987)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2013.
Loi du 12.10.2012 modifiant la loi d'application de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LaLAMal) (J 3 05) (L10980)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 modifiant la loi relative à la perception et aux garanties des impôts des personnes physiques et des personnes morales (LPGIP) (D 3 18) (Taux d'intérêt différenciés, en faveur du contribuable et de l'Etat) (L10967)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2013.
Loi du 12.10.2012 de bouclage de la loi 10128 ouvrant un crédit de programme de 1'160'500F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du Grand Conseil (L10930)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de bouclage de la loi 10129 ouvrant un crédit de programme de 487'500F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du pouvoir judiciaire (L10931)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 12.10.2012 de bouclage des lois 10130 ouvrant un crédit de programme de 100'000F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés de la chancellerie d'Etat, et 10563 ouvrant un crédit complémentaire de 50'000F à la loi du crédit de programme (L10932)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de bouclage des lois 10131 ouvrant un crédit de programme de 200'000F pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du département des finances, et 10560 ouvrant un crédit complémentaire de 555'000F à la loi du crédit de programme (L10933)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de bouclage de la loi 10132 ouvrant un crédit de programme de 29'526'000F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du département de l'instruction publique, de la culture et du sport (L10934)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).

Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10133 ouvrant un crédit de programme de 15'036'500F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du département des institutions (L10935)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10134 ouvrant un crédit de programme de 4'356'000F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du département des constructions et des technologies de l'information (L10936)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10135 ouvrant un crédit de programme de 44'142'280F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du département du territoire (L10937)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10136 ouvrant un crédit de programme de 3'510'000F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du département de la solidarité et de l'emploi (L10938)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10137 ouvrant un crédit de programme de 3'639'000F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés du département de l'économie et de la santé (L10939)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10138 ouvrant un crédit de programme de 274'877'575F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné aux travaux de maintenance et rénovation des bâtiments (L10940)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10139 ouvrant un crédit de programme de 108'170'000F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné aux travaux de construction, d'aménagement et d'entretien structurel des ouvrages routiers propriété de l'Etat de Genève ainsi que pour diverses subventions d'investissement à des collectivités publiques et à des organismes internationaux (L10941)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de boucllement de la loi 10140 ouvrant un crédit de programme de 148'076'000F, pour les	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).

exercices 2008 à 2010, destiné aux équipements et systèmes des technologies de l'information et de la communication (L10942)		
Loi du 12.10.2012 de bouclement de la loi 10141 ouvrant un crédit de programme de 133'130'000F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés des Hôpitaux universitaires de Genève (L10943)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de bouclement de la loi 10142 ouvrant un crédit de programme de 55'087'200F pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés de l'Université de Genève (L10944)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de bouclement de la loi 10143 ouvrant un crédit de programme de 5'610'500F, pour les exercices 2008 à 2010, destiné à divers investissements liés de la Fondation pour les terrains industriels de Genève (L10945)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 12.10.2012 de bouclement des lois 6108, 6452, 7101, 7263, 7576, 7578, 7606, 7737, 7782, 7785, 7838, 8195, 8196, 8257, 8438, 8577, 8580, 8784, 8820, 8838, 8860, 8863, 8962, 9271, 9347, 9350, 9526 et 9595 (L10952)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle)
Loi du 12.10.2012 de bouclement des lois 3878, 3981, 4958, 5092, 5121, 5162, 5252, 5280, 5335, 5495, 5715, 5915, 5916, 5930, 6231, 6233, 6255, 6969, 7124, 7822, 8007, 8266, 8747, 9293 et 9325 (L10953)	Conseil d'Etat	Samedi 8 décembre 2012 (le lendemain de la publication dans la Feuille d'avis officielle).
Loi du 29.11.2012, approuvant les budgets d'exploitation et d'investissement des Services industriels de Genève pour l'année 2013 (L11040)	Conseil d'Etat	1 ^{er} janvier 2013.

Les liens hypertexte vers les lois seront activés le jour de leur parution dans la Feuille d'avis officielle.

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
10 décembre 10h15	Cérémonie de remise du prix de l'entreprise écomobile	CCIG 4, bd du Théâtre	DIME	Yann Gerdil-Margueron ☎ 076 383 59 44
18 décembre 14h30	Dernier recueil de recettes du programme « Cuisinez malin »	Salle des Fiefs 2, rue de l'Hôtel-de-Ville	DARES	Virginie Monnet ☎ 022 546 88 14